



Conseil économique et social

Distr. générale
30 octobre 2007
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2008

21-30 janvier 2008

Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006 présentés par le Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social*

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association chinoise pour la compréhension internationale	2
2. Institut des stratégies environnementales mondiales	6
3. International Confederation for Family Support.	10
4. Millenium Institute	13
5. National Alliance of Women's Organizations	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Association chinoise pour la compréhension internationale

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

I. Introduction

Fondée en septembre 1981 et parrainée par les partis politiques, ainsi que des organisations sociales, personnalités éminentes, intellectuels et militants de causes sociales issus des horizons les plus divers de la Chine qui la composent, l'Association chinoise pour la compréhension internationale est l'une des organisations non gouvernementales les plus influentes en Chine de par ses relations avec plus de 250 organisations, partis politiques, et instituts de recherche appartenant à plus de 110 pays.

L'Association, qui a pour objectifs de renforcer la compréhension mutuelle et l'amitié entre la Chine et les autres pays, de préserver la paix mondiale et de promouvoir le développement commun, mène des activités diverses dans l'espoir d'« amener le monde à comprendre la Chine et d'amener la Chine à comprendre le monde », notamment par des voyages d'études, des échanges amicaux, des participation aux activités bilatérales et multilatérales d'autres ONG internationales ainsi qu'à celles de l'ONU, l'organisation de séminaires et d'ateliers sur différents sujets, et la coopération avec les ONG étrangères qui prennent part à des programmes de développement et de réduction de la pauvreté en Chine.

Depuis octobre 2003, l'Association est membre à part entière de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO).

II. Participation aux réunions des Nations Unies

1) Des représentants de l'Association ont participé aux cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième conférences annuelles organisées par le Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (DPI/ONG) qui se sont tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, respectivement en septembre 2004, 2005 et 2006, fait des exposés lors de la cinquante-huitième conférence sur les initiatives de lutte contre la pauvreté des ONG chinoises et organisé, conjointement avec d'autres lors de la cinquante-neuvième conférence des ateliers sur la sécurité humaine et le développement durable.

2) Des représentants de l'Association ont participé au débat de haut niveau du Conseil économique et social et fait des exposés en juin 2006 à Genève sur la politique de l'emploi de la Chine et sur l'action menée par les ONG chinoises pour mettre en œuvre les objectifs du Millénaire pour le développement.

3) Des représentants de l'Association ont participé à la session annuelle de la Commission des droits de l'homme en mars 2005 et 2006 à Genève et fait des déclarations sur la situation des droits de l'homme en Chine et sur le rôle que jouent les ONG chinoises dans la promotion des droits de l'homme dans les manifestations parallèles organisées par les ONG.

4) Des représentants de l'Association ont participé aux réunions et activités se rapportant à ces questions ainsi qu'aux forums des première et deuxième phases du Sommet mondial sur la société de l'information qui se sont tenues respectivement en décembre 2003 en Suisse et en novembre 2005 en Tunisie; ils ont organisé au cours de la deuxième phase du Forum des ONG un atelier intitulé « Les ONG chinoises dans la société civile : leur rôle en tant que passerelle pour les technologies de l'information et des communications et les objectifs du Millénaire pour le développement ».

III. Coopération avec les entités et les organismes des Nations Unies

1) L'Association a invité M. Ramu Damodaran, Directeur du Service de la société civile du Département de l'information de l'ONU et M^{me} Joan Kirby, Présidente du Comité exécutif de la cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (DPI/ONG) à se rendre en Chine pour participer notamment au Forum des ONG chinoises, tenu à Beijing du 3 au 10 juillet 2005 en préparation de la Conférence et organisé conjointement avec d'autres ONG chinoises.

2) Des représentants de l'Association ont participé aux cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions annuelles de l'Assemblée mondiale de la santé tenues en mai 2005 et 2006 à Genève.

IV. Efforts visant à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- En 2003 :
 - Des équipements médicaux d'une valeur de 1 million de dollars ont été envoyés par Assist International, ONG américaine, ainsi que par les Rotary Clubs de Californie à un hôpital de la région autonome du Xinjiang Uygur. Un million de personnes en ont bénéficié.
 - La construction d'une école primaire a été financée dans la région autonome du Xinjiang Uygur par le Comité catholique français contre la faim et pour le développement (CCFD). Plus de 200 élèves en ont bénéficié.
- En 2004 :
 - Les Rotary Clubs d'Australie et de Nouvelle-Zélande ont donné 125 000 dollars pour des projets de mise en valeur des ressources en eau dans les provinces chinoises du Hebei et du Shaanxi. Quarante-vingt mille personnes en ont bénéficié.
 - Le groupe japonais Berupokai a fait don d'équipements pédagogiques d'une valeur de 25 000 dollars à des écoles locales de la région autonome du Xinjiang Uygur. Plus de 400 élèves en ont bénéficié.
- En 2005 :
 - Les Rotary Club d'Australie et de Nouvelle-Zélande ont fait don de 125 000 dollars au titre de 43 projets menés dans la province du Shaanxi :

- a) 15 projets de mise en valeur des ressources en eau, dont 258 ménages ont bénéficié;
 - b) 18 projets éducatifs, dont 3 795 enseignants et étudiants ont bénéficié;
 - c) 2 projets de services médicaux locaux, dont 50 000 personnes ont bénéficié;
 - d) 18 projets en faveur des femmes, dont 157 ménages ont bénéficié.
- Le groupe japonais Berupokai a fait don de 25 000 dollars pour l'exploitation locale de halite et des projets éducatifs dans la région autonome du Xinjiang Uygur. Plus de 50 000 personnes en ont bénéficié.
- En 2006 :
 - La Ligue de libération des Buraku du Japon a fait don d'ordinateurs d'une valeur de 8 750 dollars à une école locale de la province du Shaanxi. Quatre-cents élèves en ont bénéficié.
 - Le Rotary Club d'Australie a fait don de 50 000 dollars à la province du Shaanxi pour un projet local de mise en valeur des ressources en eau et le groupe japonais Berupokai a donné 25 000 dollars pour le téléenseignement dans les écoles locales de la région autonome du Xinjiang Uygur. Plus de 50 000 personnes en ont bénéficié.

V. Autres activités

- 1) Colloques et ateliers
 - De 1999 à 2006, l'Association a coparrainé avec la fondation allemande Friedrich Ebert Stiftung (FES) le Dialogue sino-allemand sur les droits de l'homme qui traite des femmes, de la jeunesse, de la société civile, de la législation et des lois, etc.
 - De 2001 à 2006, elle a coparrainé chaque année avec la FES le colloque sino-allemand sur la sécurité globale, qui couvre des questions brûlantes de l'actualité internationale, telles que la sécurité régionale, la sécurité énergétique, la situation au Moyen-Orient, etc.
 - En novembre 2003, l'Association a coparrainé avec la fondation japonaise Kazankai le colloque sur la coopération internationale en Asie du Nord-Est et, en novembre 2004 et 2006, avec un certain nombre d'organisations japonaises, les deuxième et troisième colloques sino-japonais du siècle nouveau sur la situation et la paix en Asie.
- 2) Échanges amicaux
 - De 2003 à 2006, l'Association a eu annuellement une trentaine d'échanges amicaux au niveau des personnes avec d'autres pays, dans le but d'améliorer la compréhension mutuelle et de promouvoir le dialogue entre les cultures.
 - En août 2005, l'Association a invité à Beijing quelques amis américains et japonais pour les cérémonies du sixantième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

3) Participations aux activités d'ONG internationales

- Des représentants de l'Association ont participé aux cinquième et sixième Forums populaires Asie-Europe tenus parallèlement aux Sommets Asie-Europe (ASEM), qui ont eu lieu respectivement en octobre 2004 au Vietnam, en septembre 2006 en Finlande et ont également participé aux trois réunions préparatoires du Forum organisées de 2005 à 2006.
- Des représentants de l'Association ont participé au Forum pour la société civile organisé à Genève par la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO) et ont coparrainé en juin 2006 un atelier sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et la création d'emplois.
- Des représentants de l'Association ont participé aux quatrième, cinquième et sixième « éditions » du Forum social mondial (FSM) tenues respectivement en 2004 au Brésil (Porto Alegre), en 2005 en Inde (Bombay), et en 2006 au Pakistan (Karachi), et ont organisé des ateliers et des expositions se rapportant aux forums.

2. Institut des stratégies environnementales mondiales

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

Partie I

Introduction

- 1) Buts et objectifs de l'Institut et sa principale ligne de conduite

L'Institut est un organisme qui mène des recherches sur les politiques stratégiques pragmatiques et innovantes à l'appui du développement durable de la région Asie-Pacifique.

- 2) Changements intervenus

Adjonction d'organisations signataires de la charte pour l'établissement de l'Institut des stratégies environnementales mondiales : la République socialiste du Viet Nam, l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ont signé la charte, ce qui a renforcé le réseau mondial de l'Institut.

Établissement de bureaux régionaux : l'Institut a établi des bureaux régionaux à Bangkok et Beijing afin de développer les activités de recherche multilatérales avec diverses entités de la région Asie-Pacifique.

Fusion avec un réseau intergouvernemental : Le Réseau Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires a fusionné avec l'Institut, ce qui a renforcé son réseau de recherche.

Partie II

Principale contribution de l'Institut aux activités des Nations Unies

- 1) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou à ses principales conférences et à d'autres réunions des Nations Unies

– *Neuvième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-9), (Milan, 8 au 12 décembre 2003)* : L'Institut a organisé conjointement des manifestations parallèles, notamment, le 3 décembre, sur le « changement climatique au-delà de 2012 : mesures incitatives pour tous » (Global Climate Regime Beyond 2012 : Incentives for Everyone!) et, le 5 décembre, sur le « mécanisme pour un développement propre (MDP) en Asie : créneaux et obstacles » (Clean Development Mechanism (CDM) in Asia : Opportunities and Obstacles);

– *Dixième session de la Conférence des Parties (CdP-10), (Buenos Aires, 6 au 17 décembre 2004)* : L'Institut a organisé des manifestations parallèles, à savoir, le 11 décembre, sur l'intégration systématique des stratégies d'adaptation en matière de développement : illusion ou réalité? (Mainstreaming Adaptation in Development : Idealistic or Realistic?) et, le 15 décembre, sur « le train de Kyoto : quelle destination maintenant? » (« The Kyoto Train : Where Do We Go Next? ») et les « étapes futures des activités du Mécanisme pour un développement propre : insuffisances et remèdes » (« Next Steps for CDM Activities : Gaps and Ways to Overcome »);

- *Treizième session de la Commission du développement durable (CDD) des Nations Unies, Siège de l'ONU (New York, 11 au 22 avril 2005)* : le 19 avril, l'Institut a exposé les grandes lignes et l'état d'avancement du WEPA (Water Environment Partnership in Asia) au cours d'une manifestation parallèle intitulée « Défis liés au Portefeuille d'actions entreprises dans le domaine de l'eau »;
 - *Onzième Conférence des Parties (CdP-11) et Première Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP) (Montréal, 28 novembre au 9 décembre 2005)* : l'Institut a organisé, respectivement les 2 et 5 décembre, des manifestations parallèles sur les thèmes « Asie : inquiétudes concernant le régime climatique au-delà de 2012 : êtes-vous concerné? » (Asian Concerns on the Climate Regime Beyond 2012 : Are You Concerned?) et « Adaptation aux changements climatiques : les voies qui s'ouvrent au-delà de 2012 » (Adaptation to Climate Change: Pathways into the Future Beyond 2012);
 - *Quatorzième session de la Commission du développement durable de l'ONU (New York, 1^{er} au 12 mai 2006)* : l'Institut a organisé le 4 mai une manifestation parallèle sur le thème « Inquiétudes et perspectives de l'Asie concernant le futur régime climatique : incidences sur le développement durable » (Asian Concerns and Perspectives on the Future Climate Regime : Implications for Sustainable Development);
 - *Troisième session du Forum urbain mondial (Vancouver, 19 au 23 juin 2006)* : l'Institut a organisé le 20 juin un débat sur le thème « Intégration des préoccupations mondiales dans l'urbanisme en Asie : défis et données d'expérience » (Integrating Global Concerns into Urban Management in Asia : Challenges and Experiences);
 - *Douzième Conférence des Parties (CdP-12) et Deuxième Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP2) (Nairobi, du 6 au 17 novembre 2006)* : l'Institut a organisé des manifestations parallèles le 8 novembre sur le thème « Mécanisme pour un développement propre (MDP) en faveur d'un développement durable : rêve ou réalité? » (CDM for Sustainable Development : Dream or Reality?) et le 10 novembre sur le thème « Aspirations de l'Asie concernant le régime climatique au-delà de 2012 » (Asian Aspirations for Climate Regime Beyond 2012).
- 2) Coopération avec les organismes des Nations Unies
- i) Organisation conjointe d'ateliers, de séminaires et de réunions
 - 2004 : L'Institut a organisé avec le Centre Risoe sur l'énergie, le climat et le développement durable (URC) du Programme des Nations Unies pour l'environnement un atelier international sur l'adaptation au changement climatique dans les pays insulaires du Pacifique, les 12 et 13 octobre, et un séminaire international sur le Mécanisme pour un développement propre dans les pays insulaires du Pacifique, le 14 octobre à Apia (Samoa).
 - 2005 : L'Institut a organisé avec la CESAP, l'URC et d'autres organisations, les 27 et 28 juin à Djakarta, un atelier sur les modalités de financement du Mécanisme pour un développement propre.

– 2006 : Au Quatrième Forum mondial de l'eau tenu à Mexico, l'Institut a organisé, le 17 mars, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) une réunion sur les ressources en eau souterraines partagées au service du développement durable et, le 20 mars, avec l'Université des Nations Unies et d'autres une réunion sur les plateformes de gestion d'information sur les ressources en eau. L'Institut et la CESAP ont organisé le 29 mars à Bangkok une réunion sur le thème du dialogue Asie-Pacifique sur les options novatrices concernant la participation des pays non visés par l'Annexe 1 aux mesures d'atténuation des effets des changements climatiques. L'Institut et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont organisé les 30 et 31 mars à Bangkok un atelier sur l'élaboration d'une stratégie régionale pour le MDP dans la région Asie-Pacifique.

ii) Activités et recherches conjointes

– *Initiative de Kitakyushu pour un environnement propre (programme de la CESAP)* : avec l'appui du secrétariat de l'Institut, toute une gamme d'activités ont été lancées.

– *RISPO (Research on Innovative and Strategic Policy Options), projet de partenariat du Réseau d'institutions du PNUE pour le développement durable (PNUE-NISD)* : l'Institut est l'un des principaux protagonistes de ce projet.

– *Forum Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement, en coopération avec le PNUE et la CESAP* : l'Institut assure le secrétariat du forum. Le rapport final du Forum a été présenté lors de la manifestation parallèle organisée conjointement par l'Institut et la cinquième Réunion ministérielle sur l'environnement et le développement (MCED 2005).

– *Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO4), dont l'initiative a été prise par le PNUE* : l'Institut participe à l'élaboration du chapitre régional, du chapitre sur les orientations générales et du sommaire à l'intention des décideurs.

– *Initiative 3R (Réduire, Réutiliser, Recycler)* : l'Institut coopère étroitement avec le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du PNUE et le Centre des Nations Unies pour le développement régional pour promouvoir cette initiative.

– *Document établissant les priorités pour le développement durable en Asie du Nord-Est* : élaboré à la demande du Centre régional de ressource pour l'Asie et le Pacifique du PNUE; l'Institut a produit un brouillon sur le développement durable en Asie du Nord-Est.

– *État de l'environnement pour l'Asie du Nord-Est - 2005* (établi à la demande de la CESAP) : l'Institut a rédigé le chapitre 7 sur la sous-région de l'Asie du Nord-Est pour la Réunion ministérielle sur l'environnement et le développement de 2005.

3) Initiatives de l'Institut à l'appui des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent désormais le fondement du programme mondial pour le XXI^e siècle. L'Institut a établi un programme de recherche sur l'éducation relative à l'environnement en contribution à la Décennie des Nations Unies pour

l'éducation au service du développement durable (Département du développement économique et social). Certains documents ont été utilisés en Asie dans l'élaboration des principes d'action des administrations locales

3. International Confederation for Family Support

(Statut consultatif spécial accordé en 1999)

Partie I

Introduction

L'International Confederation for Family Support (Confédération internationale d'appui à la famille) est une organisation internationale qui rassemble des organisations affiliées autonomes d'Argentine, d'Uruguay, du Pérou, du Mexique, du Venezuela, d'Afrique du Sud, d'Inde et d'Haïti. Elle a été constituée le 2 septembre 1995.

Ses objectifs principaux sont les suivants :

- 1) Accueillir des enfants dans des garderies gratuites à l'ambiance familiale pour permettre aux parents de travailler sans leur faire courir de risque.
- 2) Offrir aux enfants un cadre sain et approprié, où ils peuvent recevoir un soutien pédagogique ainsi qu'une éducation morale et religieuse selon une démarche pluraliste et œcuménique.
- 3) Prévenir la délinquance juvénile et l'abandon d'enfants, empêcher que les enfants ne soient livrés à eux-mêmes et deviennent des enfants des rues.
- 4) Aider les familles à mieux s'intégrer et à améliorer leur situation sociale et leur niveau d'éducation.

En Argentine, deux centres ont été inaugurés en 2002, deux autres en 2004 et un autre en 2005. À sa dixième Assemblée internationale, tenue en septembre 2006, la Confédération a pu faire état de la création de 169 garderies sur le territoire de l'Argentine et 197 ailleurs dans le monde. Elle a enregistré une croissance considérable au Pérou. Au cours de la réunion, les représentants des garderies membres de la Confédération se sont penchés sur de nouvelles méthodes de travail, notamment une stratégie d'activation visant à permettre aux enfants, aux adolescents et aux adultes de devenir des membres à part entière de la société dans la recherche de solutions pour satisfaire leurs besoins.

La Confédération continue d'œuvrer dans les trois continents les plus pauvres (Amérique latine, Asie et Afrique).

Partie II

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou à ses principales conférences et autres réunions des Nations Unies

- 2003 : participation à la cinquante-sixième Conférence annuelle pour les organisations non gouvernementales du Département de l'information (DPI/ONG) (Siège de l'ONU, à New York, 8 au 10 septembre 2003).
- 2004 : des représentants de la Confédération ont participé à la quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme.

- 2005 : des représentants de la Confédération ont participé du 28 février au 11 mars à la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme.
- 2006 : des représentants de la Confédération se sont rendus à Genève en mai 2006 et y ont rencontré le Vice-Président du Comité des droits de l'enfant, M. Norberto Liwsky.

ii) Coopération avec des organes ou des organismes spécialisés des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

Au cours de cette période, la Confédération n'a pas participé à la rédaction de documents ou d'études, ni organisé conjointement des activités ou des projets avec des organismes des Nations Unies.

iii) Initiatives lancées pour appuyer les objectifs de développement convenus au niveau international

1) Activités prescrites par les objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement en Amérique latine, en Afrique du Sud et en Inde.

**Objectif 1
Éliminer l'extrême pauvreté et la faim**

Enfants nourris dans les garderies de la Confédération : 11 000 quotidiennement.

Formation des mères en matière de nutrition : 3 940.

Établissement de programmes de sécurité nutritionnelle : 12 exploitations agricoles communautaires et 240 exploitations agricoles familiales.

**Objectif 2
Rendre l'enseignement primaire universel**

Enfants bénéficiant d'un appui scolaire quotidien : 11 000.

Nombre de bibliothèques établies : 20.

Nombre de programmes établis pour amener les enseignants des écoles et ceux des garderies à coopérer : 197.

**Objectif 3
Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et donner aux femmes les moyens de leur autonomie**

Facilitation des activités professionnelles des parents par le biais des garderies : 2 955 parents concernés.

Programmes d'éducation à l'intention des parents, notamment les mères sur les questions liées aux programmes d'alphabétisation, à la violence conjugale et familiale, à la médecine préventive, etc. : 5 000.

Constitution d'entreprises et organisation d'ateliers pour accéder à un revenu : 18 entreprises.

Objectif 4

Réduire la mortalité infantile

Éducation des parents sur les questions de nutrition, d'éducation sexuelle et de famille : 3 500 parents.

Enfants de moins de 5 ans bénéficiant d'un régime alimentaire équilibré et sain : 3 200.

Objectif 5

Améliorer la santé maternelle

Éducation sexuelle et formation à la planification de la famille : 2 955.

Objectif 7

Assurer un environnement durable

Approvisionnement en eau potable dans le cadre du programme de sécurité nutritionnelle : 5

Encouragement aux entreprises de voisinage : 197.

2) Activités à l'appui de principes mondiaux

La Confédération a participé au dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille et applique le programme, la stratégie et les objectifs du dixième anniversaire aux niveaux national et international, en renforçant les canaux de communication entre le système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales et en développant les capacités de recherche en faveur de l'élaboration de politiques de la famille

Luxma (Fédération péruvienne d'appui à la famille) a élaboré avec Integradem un projet intitulé « Une éducation de qualité est un droit pour tous » pour construire et équiper le premier jardin d'enfants écologique du Pérou et en former le personnel. La Fédération a également ouvert un centre de développement dans une zone rurale proche de Torreón pour aider de jeunes femmes à améliorer leur revenu et créer une coopérative visant à assurer formation professionnelle et recherche d'emplois.

En 2004, a été mis en place un projet d'inclusion socioproductive et de sécurité nutritionnelle, approuvé par l'Espagne. Il concerne 12 exploitations agricoles communautaires, 27 entreprises liées à l'agro-industrie ainsi que des entreprises non liées au domaine de la nutrition et inclut des cours de formation sanitaire préventive. Il vise à assurer une sécurité nutritionnelle et à promouvoir de manière durable l'insertion socioproductive de familles argentines.

La Confédération a lancé en mars 2006 un programme radio diffusé chaque lundi à midi sur la fréquence AM 1390 et intitulé « Entre Redes » (Entre réseaux). Le programme porte principalement sur les problèmes sociaux se rapportant à la famille et à l'enfance; chaque émission comporte un entretien avec une garderie différente de la Confédération au cours duquel sont exposés l'historique, les progrès, les besoins, etc., de la garderie.

Afin de poursuivre la diffusion de ses méthodes de travail, la Confédération a publié en octobre 2006 en espagnol, anglais, français et portugais la deuxième édition de son manuel « Sur la voie de la solidarité, une transformation sociale ».

4. Millenium Institute

(Statut consultatif spécial accordé en 2003)

Partie I

Introduction

Le Millenium Institute est une organisation de recherche et de service en matière de développement, à but non lucratif, dont la vocation est de promouvoir le développement durable dans le monde. L'Institut veut un monde viable, équitable et vivant en paix pour les générations présentes et futures. Il s'efforce de s'acquitter de cette mission en mettant en place des outils de modélisation intégrés et en renforçant les capacités en matière de dynamique des systèmes aux niveaux des pouvoirs publics, de la société civile et des parties prenantes du secteur privé afin qu'ils puissent entreprendre une analyse et une planification poussées à long terme de leur développement.

Partie II

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

– Participation aux réunions des Nations Unies

- 2005 : En tant que membre du Conseil d'administration, l'Institut a participé à Genève, du 21 au 23 octobre, à une réunion sur le commerce et le développement.
- 2006 : En tant que membre du Conseil d'administration, l'Institut a participé à Genève du 4 au 6 octobre et le 26 juin à des réunions sur le développement durable et sur les migrations et les envois de fonds aux pays d'origine.

– Coopération avec les organismes des Nations Unies

- i. Assistance technique au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans le cadre de l'élaboration de la deuxième édition du rapport « Avenir de l'environnement en Afrique (AEO-2) (rapport 2006) ».
- ii. Organisation, en 2006, en collaboration avec le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'un atelier à l'intention des décideurs et des spécialistes de la planification des ministères de la planification de 11 pays d'Afrique orientale et australe.

– Activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement

- i. L'Institut a perfectionné son modèle de planification macroéconomique Threshold 21 (T21) afin d'appuyer le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Vingt-quatre (24) des 48 indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement sont désormais inclus dans le modèle T21, ce qui permet aux pays de procéder à des simulations, notamment pour l'évaluation des politiques et stratégies les plus efficaces pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et l'estimation des investissements nécessaire à cette fin.
- ii. L'Institut, en partenariat avec le PNUD et le Projet du Millénaire de l'ONU, a fait une évaluation de la meilleure stratégie et une estimation des coûts pour

réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement au Ghana. L'analyse a notamment révélé qu'en utilisant en matière de planification une approche intégrée prenant en compte les liens intersectoriels, on pouvait réduire de 20 % les coûts normaux afférents à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Ghana.

- iii. L'Institut a mis au point des modèles macroéconomiques pour le Mozambique, le Mali, le Malawi et la Jamaïque dans le but de faciliter l'analyse des politiques et stratégies pour parvenir à un développement humain durable, en référence notamment aux objectifs du Millénaire pour le développement.

5. National Alliance of Women's Organizations

(Statut consultatif spécial accordé en 1999)

Partie I

Introduction

i) Objet et buts

Le principal objectif de l'Alliance est de promouvoir l'éducation sur le statut des femmes et les inégalités qui leur sont imposées par la législation et la coutume. À cette fin, l'Alliance s'emploie à éliminer la discrimination fondée sur le sexe en faisant œuvre de sensibilisation auprès du public, en faisant pression sur les gouvernements aux niveaux national et international et en se tenant en rapport avec d'autres organisations non gouvernementales. Les membres de l'Alliance sont des organisations de femmes, les sections « femmes » d'autres organisations et des particuliers qui partagent l'objectif de l'égalité entre les sexes. Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire britannique. En informant les femmes et leurs organisations et en leur permettant d'exercer des pressions et de mener des campagnes, l'Alliance s'efforce, par des consultations et en partenariat avec d'autres organisations de femmes, de veiller à ce que la voix des femmes soit entendue et prise en compte tant à l'échelon national qu'à l'échelon européen et international.

ii) Incidences sensibles

a) *Modifications de la Charte.* Tout en confirmant que les objectifs de l'Alliance demeurent les mêmes, les révisions apportées à sa charte (lors d'une réunion extraordinaire tenue le 26 novembre 2003) ont actualisé ses dispositions administratives et procédurales. Ces modifications ont été présentées à la Charity Commission (Commission des organismes caritatifs), organisme officiel chargé de la réglementation et de l'enregistrement des établissements caritatifs en Angleterre et au Pays de Galles, qui les a approuvées par une lettre datée du 30 avril 2004. Cela a encouragé et suscité une plus grande participation des membres de l'Alliance à ses activités.

b) *Financement.* En octobre 2003, l'Alliance a reçu d'un fonds indépendant une subvention qui lui a permis d'officialiser l'implantation de ses locaux et d'embaucher un administrateur à temps partiel. En outre, cela lui a conféré plus de visibilité au sein du mouvement des femmes. Ce financement a permis à l'Alliance d'accroître sensiblement son champ d'action au niveau régional en Angleterre; étant une organisation de deuxième niveau, elle s'est toujours efforcée de répondre en particulier aux besoins des organisations de taille plus réduite opérant au niveau local, notamment pour ce qui est du renforcement de leurs capacités. En juin 2004, l'Alliance a reçu de l'Union européenne un financement qui lui a permis de tenir quatre réunions régionales sur le thème du « rôle de la société civile dans une nouvelle Constitution européenne ».

Partie II

i) Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou à ses principales conférences et autres réunions des Nations Unies

Depuis 1999, l'Alliance a participé activement en tant qu'ONG aux réunions de la Commission de la condition de la femme et y a présenté des communications écrites. Outre ses interventions auprès de certaines délégations, elle a profité de sa participation aux réunions de la Commission pour rencontrer la délégation de l'Union européenne et les ONG européennes présentes. Elle collabore en outre avec d'autres ONG dans le cadre d'un groupement géographique plus large du fait de son appartenance au Lobby européen des femmes.

- *Quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme (New York, mars 2003)*. L'Alliance a fait une communication écrite sur la participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et l'incidence des médias et de ces technologies sur les femmes et leur utilisation pour le progrès et l'autonomisation des femmes et la lutte contre la violence à leur encontre (« The participation and access of women to the media and information technologies and their impact on and use as an instrument for the advancement and empowerment of women, and on violence against women »). Des représentantes de l'Alliance ont participé aux réunions de la Commission. En partenariat avec d'autres ONG du Royaume-Uni, l'Alliance a apporté un soutien actif à la manifestation parallèle organisée sur le thème « Ni battues, ni vaincues, ou petits et grand moyens pour protéger les femmes contre la violence ».
- *Sommet mondial sur la société de l'information, première partie (Genève, 1 et 2 décembre 2003)*. L'Alliance était représentée à ce sommet.
- *Quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme (New York, mars 2004)*. Une communication écrite a été présentée sur le thème n° 3 : Égalité de participation des femmes à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix après les conflits; des représentants de l'Alliance ont participé aux réunions de la Commission et ont organisé, en partenariat avec la Women's National Commission (Royaume-Uni) et avec l'appui d'autres ONG du Royaume-Uni, une manifestation parallèle sur le thème « Procès de la résolution 1325 : enquête d'un tribunal sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité ».
- *Onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (São Paulo, 13-18 juin 2004)*. La Présidente de l'Alliance a participé à la table ronde en qualité de représentante du Groupe d'experts sur l'égalité des sexes dans les échanges commerciaux du Royaume-Uni et a été l'un des principaux intervenants de la réunion extraordinaire consacrée à la question de la parité des sexes et des échanges commerciaux, tenue le 15 juin 2004.
- En août 2004, l'Alliance a contribué à l'élaboration du *Rapport alternatif à l'examen décennal du Programme d'action de Beijing de 2005 ainsi qu'au document final de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale de 2000*, pour ce qui est des réponses fournies par le Gouvernement britannique. Avant de rassembler ces données, l'Alliance a consulté ses

organisations affiliées et ses collaborateurs. Elle continue de suivre les progrès réalisés par le Gouvernement britannique en ce qui concerne la concrétisation des engagements du Programme d'action de Beijing et de militer pour la prise en compte des préoccupations et des besoins des femmes à tous les niveaux de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques. Elle a présenté son rapport alternatif à l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève.

- *Réunion préparatoire régionale de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe à l'occasion de l'examen décennal de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (Genève, 14-15 décembre 2004)*. Des représentants de l'Alliance ont participé à cette réunion ainsi qu'au forum des ONG tenu les 13 et 14 décembre 2004; ils y ont fait du lobbying et contribué aux huit pages produites par les ONG qui ont été annexées au document de la Commission économique.
- *Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme (New York, mars 2005)*. Des représentants de l'Alliance ont participé à cette session et y ont présenté une communication écrite portant sur l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et du document final de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale; l'Alliance a organisé et dirigé une manifestation parallèle propre sur le thème des femmes prospères qui, en tissant des liens et établissant des réseaux, sortent les femmes de la pauvreté.
- *Deuxième partie du Sommet mondial sur la société de l'information (Tunis, 16-18 novembre 2005)*. Des représentants de l'Alliance ont de nouveau participé à cette conférence des Nations Unies.
- *Cinquantième session de la Commission de la condition de la femme (New York, mars 2006)*. Des représentants de l'Alliance ont participé à la session, et une communication écrite y a été présentée sur le thème de la participation égale des femmes et des hommes aux processus de prise de décisions à tous les niveaux. L'Alliance a organisé et dirigé une manifestation parallèle sur l'exploitation médiatique des filles en tant que forme de violence à leur égard. Cette manifestation a été coparrainée par d'autres ONG britanniques.

ii) **Coopération avec des organismes des Nations Unies**

À l'automne 2006, l'Alliance a entamé des négociations avec le bureau du Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, dans le but d'accueillir une consultation régionale pour l'Europe; cette proposition a été acceptée et la consultation confirmée pour la période du 11 au 13 janvier 2007. Au cours de cette même période, l'Alliance a consulté un grand nombre de ses membres, en préparation de sa contribution à la réponse que le Gouvernement devait adresser au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

iii) **Activités conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement**

Par ses activités, l'Alliance continue de défendre et d'encourager la mise en œuvre de l'objectif 3, qui est de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, et de donner aux femmes les moyens de leur autonomisation,

conformément au document de consultation du Gouvernement de 2003 sur le projet de constitution d'un organe unique en charge des questions d'égalité. En août 2004, l'Alliance a donné suite au livre vert du Gouvernement britannique sur les mesures antidiscriminatoires et l'égalité de traitement ainsi qu'à son livre blanc, intitulé « Fairness for All: A New Commission for Equality and Human Rights » (Équité pour tous : une nouvelle Commission pour l'égalité et les droits de l'homme). En novembre 2004, l'Alliance a répondu au document de consultation du Gouvernement britannique intitulé « Paying the Price – a consultation paper on prostitution » (Payer le prix – document de consultation sur la prostitution). En mai et juin 2005, l'Alliance a organisé en collaboration avec les organisations affiliées quatre consultations sur le thème « La parité des sexes dans l'Europe nouvelle – votre voix », et en octobre 2005, elle a organisé un séminaire public sur la traite des êtres humains. En 2006, l'Alliance a organisé dans les régions deux conférences sur le thème des femmes entrepreneuses qui changent la donne. En mai 2006, l'Alliance a présenté sa contribution à la consultation organisée par le Gouvernement britannique sur les propositions de plan d'action national pour la lutte contre la traite d'êtres humains.

Ces activités sont également mentionnées dans *UPDATE*, bulletin trimestriel de l'Alliance, qui lui permet non seulement de rester en contact avec ses membres mais aussi de couvrir d'autres sujets de préoccupation et questions qui les intéressent. L'Alliance maintient également le contact avec ses membres par des bulletins réguliers communiqués par courriel.
